

POLICE MUNICIPALE
2024-PM-68

ARRETE
PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
SUR LA COMMUNE DECHANTELOUP LES VIGNES

Le Maire de Chanteloup-les-Vignes,

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la route, et notamment les articles R. 110-1, R. 110-2, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18 et R. 411-25 à R. 411-28,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Considérant la demande formulée en date du 21 mai 2024 par la société COLAS France - 89/105 rue de l'Ambassadeur 78700 Conflans Ste Honorine, tél : 01 34 90 81 76

Considérant la permission de voirie N° P-2024-CLV-1083

Considérant les travaux pour la création de deux bateaux pour implantation d'un passage piéton,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté N° 2024-PM-67 est modifié.

ARTICLE 2 : La circulation des véhicules sera réduite à une seule voie au droit du chantier sis « D22, Avenue de Poissy à Chanteloup-les-Vignes » :

Du Mercredi 22 mai 2024 08h00 jusqu'au Vendredi 24 mai 2024 17h00 inclus.

ARTICLE 3 : Pendant la durée des travaux, la circulation sera alternée, elle sera assurée au moyen, d'une signalisation soit manuelle soit par feux tricolores.

ARTICLE 4 : Il sera interdit de doubler et la vitesse sera limitée à 30 km à l'heure

ARTICLE 5 : Le stationnement sera interdit sur une distance de 30 mètres de part et d'autre du chantier.

ARTICLE 6 : La société COLAS France aura la charge de la signalisation de jour et de nuit du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière sera conforme aux dispositions prévues alors en vigueur à la date des travaux.

ARTICLE 7: Pendant la durée des travaux la circulation des piétons sera déviée et renvoyée sur le trottoir opposé.

ARTICLE 8: Les véhicules en infraction feront l'objet d'un enlèvement.

ARTICLE 9: L'entreprise chargée des travaux a l'obligation de sécuriser son chantier.

ARTICLE 10: *L'entreprise chargée des travaux a l'obligation de remettre dans l'état initial la voirie, conformément à l'article 2 de la permission de voirie N° P-2024-CLV-1083*

ARTICLE 11: L'entreprise chargée des travaux a l'obligation de sécuriser la voie.

ARTICLE 12: L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les dispositions pour réduire la gêne apportée aux riverains.

ARTICLE 13: Le demandeur a l'obligation d'afficher le présent arrêté sur place **sept jours** avant la date de chantier.

ARTICLE 14: Tout intéressé qui désire contester le présent arrêté, peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois.

ARTICLE 15: Toutes autorités administratives et de police sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché au droit du chantier

Fait à Chanteloup-les-Vignes, le 21 mai 2024.

Pour Madame le Maire empêchée,
Le Premier Maire Adjoint



François LONGEAULT